

# Réflexions sur l'assombrissement du monde

Par Jean-Marie Guéhenno

**Jean-Marie Guéhenno**, professeur à l'université Columbia, a été secrétaire général-adjoint de l'ONU pour les opérations de maintien de la paix. Il a notamment publié : *Le premier XXI<sup>e</sup> siècle. De la globalisation à l'émiettement du monde* (Paris, Flammarion, 2021).

Le système de régulation des relations internationales né après la Seconde Guerre mondiale est moribond. Si la Russie et la Chine l'avaient sapé, les États-Unis de Donald Trump risquent de lui porter l'estocade. L'air du temps est aux rapports de force et la montée des nationalismes est lourde de dangers. La révolution de l'Intelligence artificielle doit être intégrée à cette équation, car elle influe fortement sur les capacités de puissance. À cet égard, l'Europe ne doit pas se laisser distancer.

**politique** étrangère

Nous avons changé d'époque : la guerre et la violence sont entrées dans nos vies et se banalisent sans susciter beaucoup d'émoi. Les statistiques publiées par l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo sont éloquentes : en 2024 – dernière année pour laquelle on dispose de données complètes –, le nombre des conflits s'est élevé à 61, répartis entre 36 pays, et le nombre des victimes à 129 000, un chiffre bien supérieur à la moyenne des trois dernières décennies. La guerre de haute intensité est de retour, de plus en plus violente : les interdits codifiés par les conventions de Genève après la Seconde Guerre mondiale tombent les uns après les autres. En Ukraine, des hôpitaux et autres infrastructures civiles sont régulièrement bombardés par la Russie ; à Gaza, la riposte israélienne à l'action terroriste du Hamas et du Djihad islamique palestinien a causé la mort de dizaines de milliers de civils, dont beaucoup de femmes et d'enfants, et il a fallu que la Cour internationale de justice rappelle à Israël son obligation de ne pas bloquer l'aide humanitaire. Au Soudan, les Forces de soutien rapide ont affamé, puis massacré, la population civile d'El-Fasher.

À quoi attribuer cet extraordinaire et menaçant assombrissement du monde ? Les Nations unies sont devenues presque invisibles dans le domaine pour lequel elles ont été créées, leur cœur de compétence : la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans le monde. La réduction rapide des missions de maintien de la paix se poursuit, et dans aucun des conflits cités l'ONU ne joue un rôle de médiateur politique. Elle se borne, dans le meilleur des cas, à tenter d'obtenir des désescalades à objectif humanitaire, comme elle le fit au début de la guerre d'Ukraine, ou à distribuer l'aide humanitaire, rôle qui lui a été contesté à Gaza.

Plus gravement, l'article de la Charte des Nations unies qui prohibe la menace ou l'usage de la force, sauf en cas de légitime défense, est bafoué par deux membres permanents du Conseil de sécurité. La Russie, avec l'invasion de l'Ukraine, et les États-Unis qui sont passés à l'acte avec le Venezuela et l'Iran, tout en menaçant le Groenland. Il est significatif que ni la Russie ni les États-Unis ne fassent de réels efforts pour camoufler leurs violations sous une apparence de droit. La brutalité des actes et du langage évite l'hypocrisie, mais il ne faut pas s'en réjouir : l'hypocrisie est l'hommage du vice à la vertu, et donc la reconnaissance que la vertu existe.

Dans le domaine des relations internationales, elle signifie que les puissances, tout en s'affranchissant du droit quand il va contre leur intérêt, estiment malgré tout que le maintien d'un ordre juridique international sert leurs intérêts, et qu'une violation isolée ne doit pas mettre à bas tout l'édifice. C'est ce qui a conduit ces puissances, pendant la guerre froide, à tenter d'habiller leurs violations dans une apparence de droit. L'URSS justifiait ses interventions comme des réponses à de pseudo-appels à la solidarité socialiste, tandis que les coups d'État fomentés par la CIA se transformaient en soulèvements de peuples épris de liberté. Plus récemment, les États-Unis et le Royaume-Uni firent de grands efforts aux Nations unies pour trouver un fondement juridique à l'invasion de l'Irak. On n'en est plus là.

La marginalisation de l'ONU est cependant davantage un symptôme qu'une cause. L'ONU existe et agit par la volonté de ses membres. Si ceux-ci, et notamment les plus puissants d'entre eux, s'en détournent, c'est peut-être parce qu'une force qu'on croyait assoupie, le nationalisme, s'est réveillée, en réaction contre une mondialisation qui fragilise les communautés territoriales au moment même où s'affaissent les idéologies qui structuraient le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : communisme, socialisme, universalisme libéral, démocratie...

Pour comprendre la transformation en cours, il semble donc utile d'explorer deux questions. La première est celle des États-Unis. Ils sont à la fois une sorte de loupe grossissante des dynamiques mondiales et un accélérateur, en raison de leur poids stratégique. Le glissement vers des logiques de force a précédé l'arrivée de Trump au pouvoir, mais comprendre comment Trump appréhende les relations internationales est malheureusement une bonne introduction au monde de la force. La seconde question est celle du nationalisme. Le nationalisme qu'on observe aux États-Unis est-il en train de devenir la nouvelle idéologie mondiale ? S'il est le nouveau moteur de l'action des États, en quoi est-il différent des nationalismes qui l'ont précédé, pour le meilleur ou pour le pire ?

### La rupture de la posture américaine

L'exemple américain confirme-t-il que notre époque est en rupture avec celle qui l'a précédée ? Certains « réalistes » voudraient nous convaincre qu'il n'en est rien, et que l'Amérique de Trump se contente de mettre fin à un discours sur l'ordre libéral international qui l'a longtemps servie mais aujourd'hui la briderait. On sortirait du décor illusoire de l'après-guerre froide, quand la position dominante des États-Unis parut ouvrir une nouvelle ère, dans laquelle des valeurs partagées viendraient adoucir sinon supplanter la brutalité des rapports de force. L'interventionnisme démocratique, la reconnaissance de la responsabilité de protéger, voire la création d'une Cour pénale internationale – dont les États-Unis se tinrent néanmoins à l'écart –, en étaient alors les emblèmes.

L'administration Trump aurait simplement compris que ce décor illusoire était devenu une menace pour l'Amérique : ses adversaires s'en servaient pour limiter sa liberté d'action, les Américains se berçant de l'illusion qu'un appareil institutionnel pouvait les protéger alors qu'il les détournait des réalités de la puissance, qui seule pouvait assurer leur sécurité. Pour ces réalistes, le rappel de l'importance des rapports de force, loin de nous entraîner dans un monde de guerres et de violence, assoit la paix sur une base plus solide que les mirages du droit international : *peace through strength* (la paix par la force), pour reprendre une idée clé de la nouvelle Stratégie de défense nationale américaine. Le président Trump ne ferait que ramener les États-Unis, et le reste du monde, aux fondamentaux, à un moment oublié des relations internationales.

Un retour sur les quatre-vingts années qui nous séparent de Roosevelt et de Truman montre cependant que cette interprétation lénifiante est loin de la réalité. Il y a bien aujourd'hui rupture, pas seulement avec le

triomphalisme idéologique de l'après-guerre froide mais avec les principes qui ont gouverné les relations internationales depuis la Seconde Guerre mondiale. En 1945, le monde n'a pas abandonné les principes du réalisme : instruit par la catastrophe d'une guerre mondiale, il les a approfondis. Si les relations internationales sont toujours dominées par la confrontation des intérêts nationaux, cette confrontation n'exclut pas la retenue, chaque puissance ayant intérêt à prendre en compte les intérêts des autres puissances pour prévenir le risque de la guerre. Et le meilleur moyen de consolider cette retenue est la création d'institutions et de règles. Celles-ci sont parfois violées, mais elles restent l'horizon de la diplomatie. En 1945, les Américains ont estimé que la Charte de l'ONU allait certes limiter la toute-puissance américaine mais qu'elle limiterait aussi l'usage de la force par les autres nations.

C'est cet édifice politique, juridique et institutionnel que l'Amérique de Trump s'acharne aujourd'hui à détruire. Cet acharnement semble fondé sur la conviction que le monde est un jeu à somme nulle. Ce que l'un gagne, un autre doit nécessairement perdre. Si les relations internationales ne sont qu'une suite de transactions sans lien entre elles, prêter attention à la durée et bâtir des rapports de confiance n'a pas de sens. Une telle manière de voir emporte plusieurs conséquences. L'idée d'alliance perd tout intérêt, puisque le tout n'est pas supérieur à la somme des parties : ce que mon allié gagne, je le perds. Dans les nombreuses déclarations de Trump sur l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, transparait assez clairement l'idée que non seulement les Alliés ne prennent pas une part suffisante du fardeau – revendication ancienne des États-Unis, qui n'a pas attendu Trump pour se manifester – mais également que l'Amérique n'a jamais rien gagné à l'Alliance. Trump se méfie des alliances parce qu'il est convaincu que seuls les faibles en tirent avantage et que l'Amérique en fera toujours les frais.

Une deuxième conséquence est que l'idée d'un ordre international, de biens communs qui bénéficient à tous, est aujourd'hui absente de la pensée américaine. Il est remarquable que ni la Stratégie de sécurité nationale<sup>1</sup> ni la Stratégie de défense nationale<sup>2</sup> n'évoquent les Nations unies. La Stratégie de défense nationale rejette explicitement l'isolationnisme mais le monde qu'elle décrit est entièrement centré sur la sécurité des seuls États-Unis, comme si ces derniers ne s'intéressaient au reste du monde que dans la mesure où ce qui s'y passe pourrait atteindre leurs frontières. L'ambition d'une interdépendance positive est abandonnée.

1. « National Security Strategy », Maison-Blanche, novembre 2025.

2. « National Defense Strategy », département de la Guerre des États-Unis, 23 janvier 2026.

Autre conséquence : l'adoption d'une vision mercantiliste du commerce international. Poussée à la caricature dans la première version des droits de douane annoncée par Trump, elle revient à considérer que tout déficit commercial américain, même bilatéral, affaiblit les États-Unis. Dans un monde idéal, les États-Unis auraient un constant surplus commercial avec le reste du monde, et l'économie mondiale ne trouverait son équilibre que s'ils recyclaient le produit de leur surplus en achetant des actifs (actions ou obligations) hors de leurs frontières. La logique d'un tel système est de faire des États-Unis les propriétaires du monde. C'est, en fait, la réplique de ce que fait depuis des années la Chine. Devenue l'usine du monde, elle acquiert maintenant, après avoir acheté beaucoup de bons du Trésor américains, des entreprises à travers le monde dans les secteurs des matières premières, de la logistique et de la technologie. Une telle vision mercantiliste n'est pas tenable, encore moins généralisable. Si elle est partagée par les deux plus grandes puissances, elle ne peut que conduire au conflit. En fait, la logique du mercantilisme est une logique de domination, où le fort impose au faible sa dépendance.

### Le fort impose au faible sa dépendance

La conviction que dans toute négociation il y a inévitablement un gagnant et un perdant transparaît dans les méthodes de la nouvelle diplomatie américaine. Tous les leviers de la puissance, financiers, économiques, militaires, lui sont bons pour arriver à ses fins, même s'ils endommagent la confiance. Si Trump a certes compris que les Américains ne veulent plus s'engluer dans de longues et lointaines guerres – mais la guerre engagée contre l'Iran pourrait bien le piéger dans un long conflit –, il est frustré par le décalage entre l'écrasante supériorité des capacités militaires américaines et les maigres résultats qu'elles ont obtenus. C'est pourquoi, tout en utilisant la force militaire de façon ponctuelle, et si possible chirurgicale, il aime faire planer la menace de l'usage de la force dans des négociations où le principal moyen de pression n'est pas militaire. Sur toute négociation doit planer la menace de la coercition.

Une telle logique conduit nécessairement au conflit, sauf à être tempérée par l'acceptation de zones d'influence. Selon cette thèse, Trump accepterait que la Chine s'empare de Taïwan, la Russie de l'Ukraine, tandis que les États-Unis affirmeraient leur domination sur le Venezuela et les deux Amériques. Le président Poutine semble encourager ce genre de calcul. Trump favoriserait ainsi la création d'une sorte d'équivalent mondial du Concert européen, établi en 1815 après le congrès de Vienne, dans lequel États-Unis, Chine et Russie s'entendraient pour gouverner le monde.

Les équilibres mis en place par le Concert européen ont préservé l'Europe d'une guerre globale pendant un siècle, avant de déboucher sur la catastrophe de la Première Guerre mondiale. Mais le concert d'autocrates auquel rêve peut-être Trump fait entendre ses dissonances avant d'avoir commencé. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'éveil des nations fut progressif mais il eut finalement raison du Concert européen, car il était incompatible avec un ordre stable et la retenue de dirigeants contraints à chevaucher les tigres du nationalisme. Au XXI<sup>e</sup> siècle, le réveil des nationalismes est déjà là. Les trois autocrates que sont Trump, Poutine et Xi Jinping, loin de vouloir contenir ces nationalismes, les encouragent pour mieux asseoir leur pouvoir. Par ailleurs, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'effritement des empires austro-hongrois et ottoman bouleversa les équilibres de 1815 et multiplia les enjeux de rivalités entre puissances, fournissant l'allumette qui déclencha l'incendie de 1914. Le monde du XXI<sup>e</sup> siècle est beaucoup plus vaste que l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle et la rivalité entre grandes puissances ne se résume pas à l'Ukraine, à Taïwan ou au Venezuela. Dans les douze premiers mois de sa présidence, Trump a bombardé non seulement le Venezuela mais aussi la Syrie, l'Irak, le Yémen, l'Iran, la Somalie, le Nigeria... La Russie est intervenue, directement ou par l'intermédiaire de milices (groupe Wagner), en Ukraine ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique. Si le XXI<sup>e</sup> siècle peut être comparé au XIX<sup>e</sup>, ce n'est donc pas à 1815 qu'il faut faire référence mais aux dernières années du siècle, quand les nationalismes et la fragmentation du monde détruisaient ce qui restait encore des constructions du traité de Vienne.

La retenue et la modération qui consolidèrent un temps le Concert européen ne sont pas la caractéristique de notre époque. La relation des États-Unis avec la Chine, seule puissance pouvant menacer la suprématie américaine, est à cet égard révélatrice. La Stratégie de défense nationale précise certes que l'ambition des États-Unis n'est pas la domination – ce qui pourrait laisser supposer que l'Amérique de Trump accepte effectivement une logique de sphères d'influence – mais la manière dont elle est décrite contredit l'apparente modération des objectifs américains : elle souligne que les États-Unis vont organiser une solide ligne de défense épousant les contours de la *First Island Chain* (le chapelet d'îles qui délimite le plateau continental d'Asie orientale), ce qui revient à restreindre l'accès de la Chine à la haute mer, et en particulier au Pacifique. Ce choix stratégique n'est pas une nouveauté de la pensée américaine – on en trouve l'origine dans les années 1950 avec John Foster Dulles – mais il était, au moins dans les années récentes, implicite. En le rendant explicite, l'Amérique de Trump affiche sa volonté de rester la seule puissance globale. Il est vrai qu'aucun leader américain de l'après-guerre n'a décrit la

relation des États-Unis avec le reste du monde avec un autre mot que leadership. Mais ce leadership prétendait avoir une dimension morale, celle de la « nation indispensable ». Le leadership qu'affirme aujourd'hui Washington n'est enveloppé d'aucune précaution oratoire. Il n'a d'autre objet que la grandeur américaine. La lumière sur la colline qui ambitionnait d'éclairer le monde n'a désormais d'autre ambition que de faire briller de tous ses ors l'Amérique.

Il y a donc bien rupture dans la posture américaine. Le changement de ton des relations internationales l'a certes précédée, avec l'agression russe contre l'Ukraine, mais il est maintenant accentué et encouragé par les signaux venant de Washington. L'exemple de la première puissance mondiale inspire des puissances locales ou régionales, qui utilisent sans vergogne le rapport de force quand il est en leur faveur. Le Rwanda s'est remis à grignoter la République démocratique du Congo. Les Émirats arabes unis soutiennent la sécession du Yémen du Sud, le général Haftar en Libye, les Forces de soutien rapide au Soudan. Israël projette sa puissance sur tout le Moyen-Orient, de l'Iran à la Syrie, dont elle découpe à sa convenance des morceaux de territoire...

L'affirmation de la force est bien le nouveau principe organisateur du monde. Nul principe de droit ne le tempère, et l'appétit de puissance et de domination ne se camoufle plus dans un universalisme démocratique. La gloire de la nation suffit. Le nationalisme, discrédité par deux guerres mondiales, est de retour. Mais est-ce le même nationalisme ? 2026 nous renvoie-t-il à 1914 ?

### **Le retour du nationalisme**

Ni les États-Unis, ni la Russie, ni la Chine n'ont aujourd'hui une ambition idéologique. La parenthèse idéologique du XX<sup>e</sup> siècle se ferme et le nationalisme, encore récemment condamné comme ferment de la guerre, redevient le moteur de l'action politique internationale, comme il le fut avant la Première Guerre mondiale. Aura-t-il les mêmes conséquences dévastatrices ?

Le monde qui précéda la guerre de 1914-1918 était, comme le nôtre, un monde globalisé où la circulation des marchandises et des capitaux avait conduit à une forte intégration économique mondiale. Cependant, cette intégration concernait moins l'internationalisation des chaînes de valeur que les matières premières, et les migrations du XIX<sup>e</sup> siècle, principalement de l'Europe vers l'Amérique, étaient bien différentes des migrations contemporaines, du Sud vers le Nord. Et, de façon cruciale, la circulation

des idées et des passions, dans son ampleur comme dans ses modalités, n'avait rien à voir avec ce qu'on peut observer aujourd'hui.

Ces différences expliquent en large part pourquoi les nationalismes du XXI<sup>e</sup> siècle ne ressemblent pas aux nationalismes du XIX<sup>e</sup> siècle. Le mot mondialisation n'avait pas encore été inventé, et la montée des nationalismes dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle n'était pas une réaction défensive contre un phénomène qui n'avait pas encore de nom. C'était plutôt l'expression optimiste de peuples qui avaient confiance dans leur avenir, voyant dans l'affirmation de la nation le rejet d'un passé perçu comme une entrave au progrès. C'est sans doute encore aujourd'hui le cas pour des puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde, qui gardent la mémoire des humiliations subies pendant la période de domination européenne, mais ce n'est certainement pas le cas des pays européens ou des États-Unis, où la dimension nostalgique du nationalisme est très forte. Le slogan *Make America Great Again* l'illustre bien : on rêve de revenir à un passé qui n'est plus.

Si différents qu'ils soient, les nationalismes contemporains ont en commun d'être nourris d'un sentiment de vulnérabilité, qui reflète parfois des réalités objectives. La Russie évoque le monde russe et se complait dans la célébration de son passé impérial, et elle est obsédée par une crise démographique qui accentue le décalage entre son immense territoire et le chiffre relativement modeste de sa population. La peur de disparaître est un facteur déterminant du nationalisme hongrois de Viktor Orbán comme de la plupart des nationalismes de l'extrême droite européenne, où le fantasme du « grand remplacement » joue un rôle important. Aux États-Unis, le fait que la population blanche sera bientôt une minorité génère une angoisse propice à Donald Trump.

La Chine est-elle différente ? Après des décennies d'un extraordinaire succès économique, ses dirigeants ont conscience de la difficulté de maintenir les taux de croissance ayant assuré sa stabilité politique et doivent faire face aux conséquences négatives de la politique de l'enfant unique. Le discours public chinois, tantôt arrogant, tantôt apaisant, oscillant entre la rhétorique du gagnant-gagnant et l'intimidation, traduit bien les inquiétudes d'un pays sorti de la misère en s'intégrant à l'économie mondiale, qui hésite entre le rêve d'une revanche dominatrice sur un monde l'ayant longtemps humilié et l'angoisse de la dépendance. Qu'il s'agisse de terres rares ou de ressources énergétiques, la peur des dépendances accentue les rivalités et éloigne les solutions coopératives.

La mondialisation a élargi nos horizons économiques, elle rétrécit notre horizon politique et moral. De l'interdépendance, nous ne retenons plus la possibilité de solidarités élargies mais les menaces de dépendance, voire de subordination. Partout le dilemme se fait plus pressant, entre le choix de la croissance et du développement, qui ne peuvent venir que d'une meilleure intégration dans les circuits économiques mondiaux (sauf à faire le choix de la Corée du Nord), et le risque de la dépendance dans un monde caractérisé par d'immenses différences de richesse et de puissance entre pays. Ce dilemme affecte les plus riches comme les plus pauvres. La vague nationaliste et xénophobe qui secoue les pays du Sahel est l'expression du sentiment d'impuissance de populations qui n'ont retenu de la mondialisation que la faiblesse de leurs patries.

À ces désillusions s'ajoutent, dans les pays ayant fait le choix de l'ouverture, les tensions que créent les inégalités internes qui résultent du développement économique. L'Inde de Modi en est un bon exemple. Pour souder le pays et détourner l'attention des immenses décalages de richesse, Modi attise un nationalisme ethno-religieux qui marginalise deux cents millions de musulmans. Le tout concourt à la fragilité de nations dont l'identité, privée de toute vision politique, est tirillée par des passions contradictoires. Le nationalisme, hier expression d'un trop-plein de confiance, est de plus en plus le symptôme et l'antidote psychologique de la fragilité.

### La mondialisation rétrécit notre horizon politique et moral

Enfin, dans un monde sans idéologie, l'appétit d'argent est un puissant concurrent de l'appétit de puissance. Il mine les institutions politiques, ajoutant au sentiment de vulnérabilité. De Pékin à Moscou, de Washington à Riyad ou Abou Dhabi, la relation entre autorité politique et pouvoir économique est devenue un sujet particulièrement sensible. La corruption est une menace à l'autorité politique si elle conduit à des allégeances qui la concurrencent. Trump, Poutine, Xi Jinping, Mohammed ben Salmane ont chacun leurs oligarques, mais ils ne les tolèrent que si ceux-ci confirment leur allégeance au pouvoir politique. La corruption devient alors l'essence même du rapport entre pouvoir économique et pouvoir politique, dans un échange de bons procédés où chacun s'enrichit grâce aux faveurs de l'autre.

Si le mélange de connivence et de rivalité qui a souvent caractérisé les relations entre pouvoir politique et pouvoir économique n'est pas une nouveauté, le rôle que joue le nationalisme dans cette relation est propre

à notre siècle. Il devient le remède indispensable dont beaucoup de pays ont besoin pour contrer la fragmentation qui les mine. Des dirigeants corrompus ont besoin d'attiser les passions nationalistes pour détourner les regards de leur propre corruption, tandis que les acteurs économiques peuvent faciliter la mise en œuvre d'un agenda nationaliste, où la captation des richesses sert à la fois une vision patrimoniale de la nation et l'enrichissement personnel des dirigeants. L'administration Trump est sans doute l'exemple le plus accompli de cette collusion.

Ce nouveau nationalisme, où l'argent remplace les idéologies, change la nature des conflits et a des conséquences contradictoires. D'un côté, quand tout est affaire d'argent, tout paraît négociable. Ce n'est qu'une question de prix. De l'autre, il relance une course aux richesses qui rappelle le XIX<sup>e</sup> siècle, d'autant qu'il n'abolit pas les identités mais les enflamme. Le besoin de mobiliser par le nationalisme des peuples que ne rassemble plus aucun projet politique peut dès lors conduire à un hypernationalisme strident qui engendre de nouveaux clivages. Si ce nationalisme se combine avec la vision d'un monde où l'on ne gagne qu'en faisant perdre l'autre, où l'on redécouvre la rareté avec une course aux richesses naturelles, le conflit est proche et les solutions coopératives aux problèmes globaux menaçant l'avenir de la planète s'éloignent – changement climatique, risques de pandémies, risques mal appréciés des révolutions technologiques... En fin de compte, un monde transactionnel, privé des institutions qui permettent de gérer les confrontations de court terme en intégrant la durée dans la gestion des intérêts, n'est pas un monde de paix mais un monde où la vulnérabilité de chacun risque de conduire au raidissement de tous, qu'ils soient faibles ou puissants.

\* \* \*

Quel avenir pour les conflits, dans un monde où le discours nationaliste est souvent plus un symptôme de fragilité qu'un signe de puissance ? Quel impact le nouveau cours de la politique américaine aura-t-il sur le reste du monde, qui a toujours regardé l'Amérique avec un mélange de fascination et de crainte ?

La réponse est aujourd'hui impossible à donner parce qu'elle dépend de trop d'inconnues, et d'abord de l'impact des nouvelles technologies sur les rapports de force. L'Amérique est-elle une puissance en déclin dans ce domaine ou, au contraire, à la veille d'un nouvel âge de domination fondé sur son avance dans la gestion des données et l'Intelligence

artificielle ? L'Intelligence artificielle va-t-elle creuser l'écart entre les États-Unis et la Chine ou précipiter un renversement du rapport de force au bénéfice de Pékin ? Et que dire du reste du monde ? L'avance de quelques puissances dans le domaine de l'Intelligence artificielle créera-t-elle des écarts irrattrapables, ou la dissémination des nouvelles technologies redistribuera-t-elle les cartes de la puissance en offrant à de nouveaux acteurs, étatiques et non étatiques, de nouveaux raccourcis vers la puissance ? Si cette redistribution se produit, conduira-t-elle à un monde plus équitable et plus paisible ou multipliera-t-elle les conflits, débouchant sur davantage de violence dans un monde anarchique et dangereux ?

La réponse à ces questions dépendra pour une bonne part de l'Europe et de l'impact de la révolution technologique sur le Vieux Continent. Le modèle créé par les Européens après la Seconde Guerre mondiale est en effet l'exacte antithèse du monde qui semble se dessiner. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles le président Trump voit dans l'Union européenne un ennemi à abattre. La nouvelle Stratégie de sécurité nationale américaine ne dissimule pas le mépris de l'administration Trump pour un continent qu'elle juge en déclin. Il est vrai que les valeurs fondamentales de l'Union européenne – réguler les rapports de force par une construction de droit, bâtir des institutions pour gérer l'inévitable confrontation des intérêts, préférer le compromis à la domination – sont des choix à l'opposé des discours et pratiques du président Trump. Une large majorité des nations adhère à la vision européenne, qui protège les faibles des forts et limite les abus de la puissance, mais elle ne fait pas confiance à l'Europe pour la défendre. Observant la mollesse des réactions européennes sur la destruction de Gaza ou la guerre d'agression contre l'Iran, elle doute de la volonté politique des Européens, comme de leurs capacités effectives à mettre leurs actes en accord avec leurs principes. Et ce doute est destructeur, car il pousse à se chercher des parrains puissants plutôt qu'à se rassembler sur une vision alternative.

### Trump voit dans l'Union européenne un ennemi à abattre

Beaucoup va donc se jouer dans la capacité des Européens à s'organiser pour défendre une vision alternative du monde qui vient. Aucune des grandes puissances émergentes, Inde, Indonésie, Brésil, Mexique ou Afrique du Sud, n'a un poids suffisant pour bâtir une coalition crédible. L'Europe n'est prise au sérieux ni par les Américains, ni par les Russes,

ni par les Chinois. Les uns comme les autres n'ont de cesse de la diviser, de la marginaliser. Les États-Unis soutiennent ouvertement des partis d'extrême droite dont le programme vise à l'affaiblissement, sinon à la destruction, des institutions européennes. Les Russes organisent des campagnes de désinformation qui ont le même objectif et s'efforcent d'accroître la polarisation des sociétés européennes. Les Chinois achètent de l'influence dans différents pays de l'Union grâce à une politique ambitieuse d'investissement. L'Europe – dans laquelle il faut inclure le Royaume-Uni, que l'invasion de l'Ukraine et la politique étrangère américaine ont rapproché de l'Union européenne – saura-t-elle sortir de ce cercle vicieux où sa faiblesse relative renforce à son détriment les dynamiques de force ?

Une partie de la réponse dépend de la capacité de l'Europe à se placer dans le peloton de tête de la révolution technologique. Ses universités produisent les cerveaux et la recherche nécessaires, mais cette capacité intellectuelle ne se transforme pas en capacité économique. Aucune entreprise européenne ne figure aujourd'hui dans le petit groupe d'entreprises géantes qui dominent au niveau mondial la révolution technologique. Cette absence est inquiétante, dans la mesure où le succès alimente le succès. Les entreprises qui sont sorties victorieuses de la première révolution technologique d'internet accumulent des profits leur permettant d'investir sans compter dans la seconde révolution technologique, celle de l'Intelligence artificielle, ce qui crée un cercle vertueux à leur avantage. Une action déterminée des Européens peut-elle retourner cette dynamique ? Ce n'est pas le lieu de reprendre ici les analyses des rapports Letta et Draghi. Les causes de l'insuffisant dynamisme européen sont bien identifiées et leur remède n'est pas une question de diagnostic mais de volonté politique.

Celle-ci est loin d'être acquise, car les pays européens n'échappent pas à la fragilité générale. Le contraste entre la phase schumpétérienne de destruction créatrice dans laquelle est entrée l'économie mondiale et la crise des institutions politiques touche aussi l'Europe. Le monde change beaucoup plus vite que les institutions politiques, et ce décalage est sans doute la plus grande source de risques. La perception d'une perte de contrôle correspond à une réalité : les événements plus que les hommes semblent être aux commandes. Face à une Amérique nationaliste qui présume peut-être trop de sa puissance, aucun pôle de stabilité ne s'affirme pour le moment. Et le nationalisme est une maladie contagieuse. Chaque

pays pense d'abord à consolider ses fondations dans un réflexe de peur plus défensif que constructeur. Jamais la puissance n'a été concentrée dans un si petit nombre de nations, et jamais peut-être n'a-t-elle été aussi fragile.



---

**Mots clés**

Ordre international  
Géopolitique  
Nationalisme  
Donald Trump

# politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only

## TARIFS 2026

▶ S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Professionnels	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

▶ Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €	.....	.....
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €	.....	.....
TOTAL DE VOTRE COMMANDE			..... €
FRAIS DE PORT (achat au n° seulement)	3,00 € pour une commande < à 35 € 0,01 € pour une commande > à 35 €	.....	..... €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. +33(0)1 41 23 67 21 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_ / \_\_ / \_\_\_\_

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au +33(0)1 41 23 67 21

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>



ARMAND COLIN